

Mettre fin au déni institutionnel et soutenir les forces vives associatives non-marchandes !

CARTE BLANCHE

(version NL plus bas)

L'absence prolongée de gouvernement en Région de Bruxelles-Capitale, combinée aux mesures délétères prises (ou annoncées) par le gouvernement Fédéral, met cruellement en lumière la fragilité systémique du secteur non marchand. Ce vide politique n'est pas seulement institutionnel : il est révélateur d'un manque de vision sociétale, d'un déni profond des réalités quotidiennes de nombreux-euses bruxelloise-s et d'un désintérêt manifeste pour les populations les plus précarisées¹.

À Molenbeek-Saint-Jean, comme dans d'autres communes populaires de Bruxelles, ce désengagement se traduit par un sous-financement récurrent, un jonglage comptable pour permettre le montage d'un budget de fonctionnement opérant, des réformes incohérentes, et souvent une absence de dialogue avec les acteurs de première ligne. Les décisions prises à distance, souvent technocratiques, ignorent les dynamiques locales, les besoins urgents et les efforts quotidiens de celles et ceux qui soutiennent les habitant-e-s dans leur parcours de vie.

A titre d'exemple, les récentes incertitudes relatives à la poursuite du programme « Politique de la Ville » (subside régional) mettra sur le carreau d'ici janvier, si aucune mesure n'est prise, 26 travailleurs/-euses sociaux/-ales. Un mini séisme impactant le fonctionnement de programmations culturelle destinées à la petite enfance, la jeunesse, l'accueil en infrastructures sportives de proximité, l'accompagnement de publics en insertion sociale et professionnel ainsi que les personnes primo-arrivantes. En outre, les opérateurs locaux doivent jongler, via les communautés (FR, NL, Cocof, VGC) et tâcher de boucler leur budget avec des subventions « facultatives » – souvent octroyées sans réelle logique de temporalité ou de moyens permettant la mise en œuvre complète des « initiatives ». Aucune pérennisation n'est envisageable dans ces cas de figures. De plus chaque année, diverses déclarations dans les médias laissent à penser que de futurs bouleversements relatifs aux politiques d'emploi ACS en Région bruxelloise impacteront nos secteurs : suppressions, non-reconduction de postes vacants, activation plutôt qu'appui à l'emploi, ... Ce soutien à l'emploi associatif est essentiel et est malgré tout injustement déconsidéré.

Ce mépris institutionnel assorti à la *logique comptable* du gouvernement qui prévaut (*Que coûte-t-on à la société ? Que lui rapportez-vous ?*) a des conséquences concrètes : il affaiblit les structures associatives, décourage les travailleuses/-eurs sociaux/-les-ux et renforce le sentiment d'abandon chez les citoyennes et citoyens précarisé-e-s. Il s'agit là d'un manque de

¹ La perspective de l'exclusion du chômage au-delà de deux années d'allocation représente ici quelque 4.038 personnes (soit 4,1% de la population – source BX1, 25.06.2025). La commune estime qu'un budget supplémentaire de 7 millions d'euros devra être fourni en appui au CPAS. A l'échelle de la Région, Vivalis projette que pas moins de 24.700 personnes de moins de 55 ans seront exclues du chômage, dont 42% (soit 10.200 pers.) se retrouveraient sans revenu propre (ni du travail, ni de la sécurité ou de l'aide sociale) - Vivalis, communiqué du 14.03.2025.

respect flagrant envers les professionnel-le-s du social, qui accompagnent, écoutent, soutiennent et innovent dans des conditions de plus en plus précaires.

En outre, nous devons également relever, depuis plusieurs années, une dérive dans le discours politique qui vise à présenter le secteur non-marchand, les associations (tous secteurs confondus) sous la caricature du « club de copains », qui usent et abusent de subsides grassement versés par des pouvoirs publics dispendieux. Ce registre d'argumentation est indigne de responsables, plus encore lorsqu'ils/elles utilisent le cadre de la démocratie pour, par de tels sous-entendus populistes, contribuer à en saper les fondations ! Nos réalités depuis au moins la pandémie de Covid (voire la période des attentats) consistent pour les équipes de nombreux terrains à lutter à bras le corps pour maintenir un filet de sécurité et de dignité aux populations qui risquent de basculer dans la marge. La fracture numérique en Région bruxelloise en est un exemple criant : la digitalisation des services (publics) avance bon train, les associations sont priées d'assurer les lacunes des compétences digitales de la population ² ! Continuer à proposer des activités dans l'espace public au sein de quartiers où les violences liées directement au trafic de drogue minent les liens sociaux déjà largement fragilisés par les crises successives ! Enfin, il est impossible de nier que les futures mesures prises vont faire basculer une partie de la classe moyenne dans la précarité. Elles iront rejoindre la déjà longue liste des « laissés- pour-compte » faute à l'inaction de nos gouvernements.

La présente carte blanche est donc une *alerte collective*, lancée par les travailleuses/travailleurs sociales/sociaux de Molenbeek issu-e-s de tous les secteurs — santé, jeunesse, insertion, culture, médiation, éducation, cohésion sociale, logement, aide sociale — pour exiger une reconnaissance réelle, un soutien durable ainsi qu'une vision politique à la hauteur des enjeux humains et défis sociétaux. Il ne faut pas être grand savant pour affirmer que, dans un délai de 2-3 années, les effets (cumulés) des mesures de la Loi-programme de l'Arizona reviendront telles un boomerang à la figure des Gouvernements tant fédéral que régional ! Il est indéniable que de telles mesures finiront à terme par coûter beaucoup plus cher à la société. Il est important de faire preuve de bon sens et de courage politique en renforçant le financement du secteur non-marchand.

Aussi, nous revendiquons ...

- une reconnaissance structurelle, durable et viable financièrement, du secteur non-marchand en Région Bruxelles-Capitale ;
- un renforcement des politiques sociales régionales ;
- un soutien accru aux actrices et acteurs culturel-le-s et socioculturel-le-s : la Culture reste un ferment incontournable du « vivre et faire ensemble », plus encore en période de repli, de méfiance et de perte de repères³ ;
- un financement des budgets des CPAS à hauteur du défi financier posé par la politique de l'Arizona et sa « Loi-programme » du 21 juillet, en dialogue avec les communes concernées les plus impactées par ladite Loi.

² Selon le *Baromètre de l'inclusion numérique* (2022), près de 2 Bruxellois sur 5 sont en situation de *vulnérabilité numérique*. D'où la campagne et les mobilisations associatives lancées dès 2022 contre l'Ordonnance 'Bruxelles numérique'. Lire par ex. : <https://lire-et-ecrire.be/campagne-ordonnance-Bruxelles-numerique-revelateur>

³ Rappelons le projet fertile que représente *Molenbeek for Brussels 2030*, avec Molenbeek comme possible « Capitale européenne de la Culture », projet soutenu par l'ensemble du Parlement bruxellois récemment !

Cette carte blanche s'adresse tant aux responsables politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'aux institutions communautaires et au gouvernement Fédéral.

Signatures - Asbl/services :

La Rue asbl, Wijk-Antenne de Quartier (WAQ), SSM D'Ici et d'Ailleurs, CJ Le Foyer asbl/vzw, AMO L'Oranger asbl, Proforal asbl, MJ L'Avenir asbl, Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI) asbl, Trait d'Union asbl, Lire et Ecrire Bruxelles asbl, Habitants des Images asbl, Smoners asbl, Service Antenne J, Ma Pa solo asbl, Le Piment asbl, Le Jardin Ensoleillé asbl, SETIS Bruxelles asbl, Tchaï asbl, Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale (MCCS), La Goutte d'Huile asbl, Ecole du Cirque de Bruxelles asbl, Artmonid asbl, Centre communautaire Maritime (CCM) asbl, CEMEA asbl, AMO Atout Jeunes asbl, ABEF asbl, AJMF asbl, ESMA-Carrefour des Cultures asbl, Les Belges asbl, Les Erudits asbl, Formation insertion jeunes (FIJ) asbl, La Porte Verte Education asbl, Ras El Hanout asbl, CASG Solidarité-Savoir asbl, Molenbeek-Vivre-Ensemble (MOVE) asbl, Coordination des Ecoles de devoirs asbl, Bubbletech asbl, MJ 'La J' asbl, Mission locale de Molenbeek asbl, Collectif Alpha asbl, Coordination molenbeekoise du programme de Cohésion Sociale, la Maison des Cultures & de la Cohésion sociale.

*Le Collège des Bourgmestre & Echevins de Molenbeek apporte son soutien
à la démarche de la Carte blanche.*

Contact presse (FR) :

Olivier BONNY, coordination du programme de Cohésion sociale à Molenbeek-St-Jean
o.bonny@move.brussels - 0486/777 453

NL

**Stop de institutionele ontkenning en steun de vitale krachten
van non-profitorganisaties !**

CARTE BLANCHE

De langdurige afwezigheid van de overheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in combinatie met de schadelijke maatregelen die de federale overheid heeft genomen (of aangekondigd), legt de systemische kwetsbaarheid van de non-profitsector pijnlijk bloot. Dit politieke vacuüm is niet alleen institutioneel: het onthult een gebrek aan maatschappelijke visie, een diepe ontkenning van de dagelijkse realiteit van veel Brusselaars en een duidelijke desinteresse voor de meest achtergestelde bevolkingsgroepen.

In Sint-Jans-Molenbeek, net als in andere Brusselse volksgemeenten, vertaalt deze onthechting zich in terugkerende onderfinanciering, boekhoudkundige goocheltrucs om een efficiënte werkingsbegroting op te stellen, onsamenhangende hervormingen en vaak een gebrek aan dialoog met de betrokkenen in de frontlinie. Afstandelijke, vaak technocratische beslissingen negeren de lokale dynamiek, dringende behoeften en de dagelijkse inspanningen van degenen die inwoners hun hele leven ondersteunen.

Zo zullen de recente onzekerheden rond de voortzetting van het programma "City Policy" (gewestelijke subsidie) ertoe leiden dat, indien er geen actie wordt ondernomen, 26 maatschappelijk werkers tegen januari werkloos zullen raken. Een kleine aardbeving heeft gevolgen voor de werking van culturele programma's gericht op jonge kinderen en jongeren, lokale sportfaciliteiten, ondersteuning voor mensen in maatschappelijke en professionele integratie en nieuwkomers. Bovendien moeten lokale actoren, via de gemeenschappen (FR, NL, Cocof, VGC), proberen hun budgetten in evenwicht te brengen met "optionele" subsidies – vaak toegekend zonder enige logica van timing of middelen om de "initiatieven" volledig uit te voeren. In deze gevallen is geen enkele duurzaamheid mogelijk. Bovendien suggereren diverse mediaberichten elk jaar dat toekomstige omwentelingen met betrekking tot het werkgelegenheidsbeleid van ACS in het Brussels Gewest gevolgen zullen hebben voor onze sectoren: banenverlies, het niet verlengen van vacatures, activering in plaats van ondersteuning voor tewerkstelling, enz. Deze ondersteuning voor tewerkstelling in non-profitorganisaties is essentieel, maar wordt onterecht in diskrediet gebracht.

Deze institutionele minachting, gecombineerd met de heersende boekhoudkundige logica van de overheid (Wat kost u de samenleving? Wat levert u haar op?), heeft concrete gevolgen: het verzwakt non-profitstructuren, ontmoedigt maatschappelijk werkers en versterkt het gevoel van verlatenheid bij burgers in precaire situaties. Dit is een flagrant gebrek aan respect voor maatschappelijk werkers, die begeleiden, luisteren, ondersteunen en innoveren in steeds precairere omstandigheden. Bovendien moeten we al jaren een verschuiving in het politieke discours constateren die de non-profitsector en verenigingen (alle sectoren samen) probeert af te schilderen als een karikatuur van de "vriendenclub", die de gul betaalde subsidies van dure overheden misbruikt. Dit betoog is leiders onwaardig, temeer wanneer zij het kader van de democratie gebruiken om, door middel van dergelijke populistische insinuaties, bij te dragen aan het ondermijnen van de fundamenten ervan! Onze realiteit sinds ten minste de covid-pandemie (of zelfs de periode van de aanslagen) bestaat uit teams op vele gebieden die frontaal vechten om een vangnet en waardigheid te behouden voor bevolkingsgroepen die het risico lopen in de marge te belanden. De digitale kloof in het Brussels Gewest is een sprekend voorbeeld: de digitalisering van (openbare) diensten vordert gestaag, verenigingen worden opgeroepen om de digitale vaardigheidsverschillen van de bevolking op te vullen! Blijf activiteiten aanbieden in de openbare ruimte in wijken waar geweld dat rechtstreeks verband houdt met drugshandel de sociale banden ondermijnt die al ernstig verzwakt zijn door opeenvolgende crisissen! Ten slotte valt niet te ontkennen dat de toekomstige maatregelen een deel van de middenklasse in een kwetsbare positie zullen brengen. Zij zullen zich voegen bij de reeds lange lijst van degenen die "achterblijven" door het gebrek aan actie van onze regeringen.

Deze carte blanche is dan ook een collectieve waarschuwing, afgegeven door maatschappelijk werkers uit Molenbeek uit alle sectoren – gezondheid, jeugd, integratie, cultuur, bemiddeling,

onderwijs, sociale cohesie, huisvesting, maatschappelijke dienstverlening – om echte erkenning, duurzame ondersteuning en een politieke visie te eisen die inspeelt op de menselijke en maatschappelijke uitdagingen. Je hoeft geen wetenschapper te zijn om te beweren dat de (cumulatieve) effecten van de maatregelen van de Arizona Program Act binnen twee tot drie jaar als een boemerang op de regeringen zullen terugkomen zowel federaal als regionaal! Het valt niet te ontkennen dat dergelijke maatregelen de samenleving uiteindelijk veel meer zullen kosten. Het is belangrijk om gezond verstand en politieke moed te tonen door de financiering van de non-profitsector te versterken.

Wij eisen daarom...

- *een structurele, duurzame en financieel haalbare erkenning van de non-profitsector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;*
- *een versterking van het gewestelijk sociaal beleid;*
- *meer steun voor culturele en sociaal-culturele actoren: cultuur blijft een essentiële katalysator voor "samen leven en doen", zeker in tijden van terugtrekking, wantrouwen en verlies van oriëntatie;*
- *financiering voor de budgetten van OCMW's die in verhouding staat tot de financiële uitdaging die het Arizona-beleid en de bijbehorende "Programmawet" van 21 juli vormen, in overleg met de gemeenten die het zwaarst door deze wet worden getroffen.*

Deze carte blanche is gericht aan de politieke leiders in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook aan de gemeenschapsinstellingen en de federale overheid.

Handtekeningen - Vzw's/diensten :

La Rue asbl, Wijk-Antenne de Quartier (WAQ), SSM D'Ici et d'Ailleurs, Foyer vzw, AMO L'Oranger asbl, Proforal asbl, Ma Pa Solo asbl, MJ L'Avenir asbl, Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI) asbl, Trait d'Union asbl, Lire et Ecrire Bruxelles asbl, Habitants des Images asbl, Smoners asbl, Service Antenne J, Ma Pa solo asbl, Le Piment asbl, Le Jardin Ensoleillé asbl, SETIS Bruxelles asbl, Tchaï asbl, Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale (MCCS), La Goutte d'Huile asbl, Ecole du Cirque de Bruxelles asbl, Artmonid asbl, Centre communautaire Maritime (CCM) asbl, CEMEA asbl, AMO Atout Jeunes asbl, ABEF asbl, AJMF asbl, asbl, ESMA-Carrefour des Cultures asbl, Les Albelges asbl, Les Erudits asbl, La Porte Verte Education asbl, Ras El Hanout asbl, CASG Solidarité-Savoir asbl, Collectif Alpha asbl, Bubbletech asbl, MJ 'La J' asbl, Molenbeek-Vivre-Ensemble (MOVE) asbl, Coordination molenbeekoise du programme de Cohésion Sociale, Mission locale de Molenbeek asbl, Formation Insertion Jeunes (FIJ) asbl, la Maison des Cultures & de la Cohésion sociale.

*Het college van burgemeester & schepenen van Molenbeek steunt
het initiatief Carte Blanche.*

PRESS CONTACT (NL)

Loredana Marchi (Foyer vzw) : 02/411 74 95 ; loredana.marchi@foyer.be